L'Annuaire Suisse-Tiers-Monde : les PME sont réticentes à la Coopération

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **38 (2001)**

Heft 1474

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1010536

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Qui casse, paie !

La Suisse pourrait faire preuve de générosité à l'égard des Français qui ont permis le sauvetage des touristes zurichois. Par exemple, en participant au financement de l'opération

Après le sauvetage des spéléologues à Goumois, une question inévitable a été posée dans les médias : qui va payer ? Les doctrines sont totalement opposées dans les deux pays. En France, l'Etat paie et rien n'est facturé aux particuliers, ce qui ne préjuge en rien d'éventuelles suites juridiques. En Suisse, ce sont les assurances qui ouvrent leur portemonnaie. Ainsi, la Rega facture ses interventions.

Des voix s'étaient élevées chez nos voisins pour remettre en cause le principe de la gratuité, en particulier lors de certains sauvetages en montagne où l'imprudence semblait manifeste. Mais rien n'a changé et la France n'est pas la seule à appliquer cette règle. L'Australie a mobilisé sa marine de guerre il y a quatre ans pour sauver deux concurrents du Vendée Globe victimes d'une mauvaise fortune survenue en mer. Le droit maritime prévoit bien sûr que les sauvetages sont gratuits. Des personnes avaient néanmoins contesté la pratique, du côté de Sydney, trouvant un peu fort de café de mobiliser des bâtiments de combat pendant trois semaines pour récupérer des solitaires qui avaient mal mesuré les risques. La marine australienne avait coupé court avec élégance en signalant que ces opérations constituaient un excellent exercice en situation réelle.

Après le sauvetage de Goumois, les médias français ont souligné, avec discrétion, que la récupération de ces jeunes touristes zurichois avait coûté fort cher, de l'ordre de quatre millions de francs français. La ville de Zurich, le canton et la Confédération pourraient faire un geste en faisant un don équivalent aux institutions françaises qui ont contribué au sauvetage, sans demander un décompte des frais, ce qui serait mesquin.

Un tel don, des cacahuètes pour les puissants de la Limmat, aurait le mérite du panache et de la générosité. En filigrane, on sentait bien dans les propos des télévisions d'Outre-Jura, que ces Suisses auraient tout de même pu faire leurs bêtises chez eux. Profiter des autres correspond exactement à l'image traditionnelle de notre pays à l'étranger. Nous avons là une bonne occasion de briser cette vision, hélas pas toujours fausse, il faut bien le dire. *jg*

L'Annuaire Suisse-Tiers-Monde

Les PME sont réticentes à la Coopération

L'Institut universitaire d'études du développement à Genève publie la vingtième édition de son *Annuaire Suisse-Tiers-Monde*. Comme à l'accoutumée, l'ouvrage présente une riche palette de données sur les relations financières internationales, le commerce mondial, la politique internationale de l'environnement et du développement. L'Annuaire fait le tour de la politique extérieure suisse, de manière générale comme sous l'angle de la sécurité, de la paix et du désarmement, de la lutte contre le blanchiment, le crime organisé et la corruption, de l'entraide judiciaire et de la fuite des capitaux ; il évoque également la politique de migration et d'asile et le projet de Fondation Suisse solidaire, la politique économique extérieure, la coopération avec les pays en développement et les pays d'Europe de l'Est et l'aide humanitaire. A noter que l'Annuaire ne se contente pas d'aligner des chiffres, certes utiles pour celles et ceux qui s'intéressent aux relations de notre pays avec le Tiers-Monde, mais propose pour chaque chapitre un état de la question et une perspective historique.

Quant au dossier, il est consacré cette année à la promotion du secteur privé dans le cadre de l'aide au développement. Les nouveaux instruments mis en place par la Confédération pour soutenir les investissements des PME dans le Tiers-Monde sont discutés sur la base des premières expériences. Jusqu'à présent les entreprises suisses ne se sont pas bousculées pour bénéficier des aides publiques – capital-risque et soutien technique notamment. S'il est encore trop tôt pour tirer des enseignements généraux, il apparaît qu'une attention particulière doit être portée aux dimensions sociale et environnementale des projets soutenus, de manière à ce que ces derniers correspondent aux objectifs de la coopération au développement. *jd*

Annuaire Suisse-Tiers-Monde, IUED – Service des publications, case postale 136, 1211 Genève 3.
Publications@iued.unige.ch